

PARC NATIONAL DU MERCANTOUR

Décision n° 2018- 202

autorisant des travaux de réfection de sentiers pédestres
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-18 et R.331-67,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national du Mercantour, notamment ses articles 3, 7 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du parc national ainsi que les modalités 14, 21, 29 et 30 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la demande d'autorisation spéciale déposée par Monsieur CASTAGNONE directeur du service « espaces naturels » à la direction de l'environnement et de la gestion des risques du Conseil départemental des Alpes-Maritimes en date du 18 avril 2018,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 08 juin 2018,

Considérant que l'itinéraire d'accès pédestre au refuge de Vens est inscrit au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée,

Considérant que la demande porte sur des travaux visant à améliorer la qualité du sentier par des reprofilages ponctuels, la mise en place de marches, de revers d'eau et de dallages en pierres sèches ainsi que par une reprise de caillebotis sur zone humide,

Considérant toutefois la présence localisée de stations d'espèces végétales d'intérêt patrimonial à proximité immédiate du chantier et dont la préservation doit être assurée lors de la mise en œuvre des travaux,

Décide :

Article 1 :

La Conseil départemental des Alpes-Maritimes, représenté par son Président Monsieur GINESY Charles-Ange et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies ci-après, à effectuer des travaux de réfection de certaines portions du sentier d'accès au refuge de Vens, au niveau de la parcelle cadastrée n°165 section A de la commune de Saint-Etienne-de-Tinée (06).

Article 2 :

Cette autorisation de travaux est accordée sur la période allant du 1^{er} septembre au 31 octobre 2018.

Article 3 :

Le bénéficiaire est tenu de mettre en œuvre les prescriptions suivantes :

3.1. Le bénéficiaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux différentes réunions de chantier, notamment à celles d'ouverture et de recollement.

Contact :

- service territorial Tinée : 04.93.02.42.27

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint au S.T - TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

3.2. A l'occasion de la réunion d'ouverture du chantier, les éventuelles stations d'espèces d'intérêt patrimonial situées à proximité immédiate du chantier (y.c drop-zones et pierrier de prélèvement) seront mises en défens et préservées de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire.

Leur repérage préalable devra être effectué par un représentant du Parc national du Mercantour sur la base des cartes de porter-à-connaissance ci-jointes.

3.3. Les lieux de prélèvement des pierres seront déterminés en accord avec le Parc national du Mercantour. Sur ces lieux, la collecte sera réalisée de manière diffuse, de sorte à ne pas créer d'excavation artificielle et à conserver le profil général de l'éboulis.

3.4. Les lieux de stockage des matériaux définis au plan annexé ne pourront être modifiés qu'après accord du service territorialement concerné du Parc national du Mercantour. Ce dernier devra notamment s'assurer de l'absence d'espèce d'intérêt patrimonial sur les nouveaux emplacements envisagés.

3.5. Sur les zones de pelouses, zones humides et assimilés, l'emprise pré-existante du sentier avant travaux devra être respectée, sans élargissement de celle-ci.

3.6. Les écoulements naturels en provenance de l'amont devront être maintenus dans leur trajectoire d'origine ; en aucun cas les ruissellements situés en aval du sentier ne devront être déviés ou court-circuités.

3.7. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus non minéraux ou végétaux devront être intégralement collectés et évacués vers les filières de retraitement dûment autorisées.

Article 4 :

La présente décision vaut autorisation d'installation temporaire d'une toilette chimique, dont l'emplacement sera déterminé par le service territorial concerné du Parc national du Mercantour.

Aucun rejet dans le milieu n'est toutefois autorisé aux abords et à partir de cette installation.

Aucune autre installation ni aucun campement ou bivouac dérogeant aux règles en vigueur n'est autorisé par la présente.

Article 5 :

La présente décision ne vaut pas autorisation de survol du cœur de parc national à moins de 1000 m du sol par un aéronef motorisé.

L'ensemble des héliportages nécessaires à la réalisation du chantier devra faire l'objet d'une demande d'autorisation ultérieure dans le respect des dispositions et délais réglementaires en vigueur.

Article 6 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du chantier.

A ce titre, le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation générale du cœur du Parc national du Mercantour, notamment en ce qui concerne les interdictions suivantes :

- interdiction d'introduction de chiens ;
- interdiction d'utilisation d'appareils d'amplification sonore ;
- interdiction d'abandonner tous détritiques ;
- interdiction de porter et d'allumer du feu ;
- interdiction d'effectuer sur le sol, sur les arbres, sur les rochers tous graffiti dès lors qu'ils ne sont pas strictement nécessaires aux travaux.

Article 7 :

Le bénéficiaire devra présenter cette décision à toute réquisition des agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 8 :

Cette décision n'exonère pas des déclarations préalables ou des autres autorisations qui peuvent être requises par la réglementation en vigueur.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, la faune et la flore sauvages ainsi que sur le caractère du parc. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 9 :

Le non respect des dispositions de la présente décision ou prévues par le code de l'environnement expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 11 juin 2018



DECISION N°2018-202
PORTER A CONNAISSANCE SUR LES ESPECES VEGETALES
CHANTIER DU SENTIER D'ACCES AU REFUGE DE VENS

